



N° 4 - juin 2013

Panorama au 5 juin 2013

Éditorial

Un printemps froid et pluvieux

Sans atteindre des records, le printemps 2013 (mars-avril-mai) a été particulièrement froid, et parfois très pluvieux. Les températures moyennes sur l'ensemble des trois mois sont inférieures de 1 à 2° dans le nord du pays et de 0 à 1° dans le sud. Les cumuls de précipitations sont nettement excédentaires sur la zone méditerranéenne et en Bourgogne, simplement supérieurs à la normale en Lorraine, Centre et dans le sud de l'Aquitaine. Ils ne sont guère déficitaires que dans le Nord et la Picardie (*Infos Rapides Climatologie, juin 2013*). Les phénomènes les plus marquants auront été un épisode de gel tardif du 11 au 15 mars (températures inférieures localement à - 10 °C) sur pratiquement tout le pays, des précipitations importantes, toujours en mars, dans le Sud-Est (2 à 4 fois les normales) et enfin des précipitations exceptionnelles fin avril-début mai en Bourgogne et Champagne-Ardenne (l'équivalent de deux mois de précipitations tombées en huit jours) qui ont provoqué

des inondations dans les bassins de l'Aube, de la Marne et de la Seine.

Ces séquences climatiques ont localement impacté la production finale de certaines cultures. Mais globalement elles ont surtout généré des retards marqués et perturbé la demande sur certains produits, sans forcément hypothéquer la production finale qui pourra bénéficier de réserves hydriques plutôt favorables.

L'épisode de gel tardif de mars a principalement touché les variétés précoces d'abricots dans la vallée du Rhône. Les épisodes froids et pluvieux ont pu altérer la floraison d'autres variétés et espèces de fruits à noyaux, mais ces éventuelles conséquences doivent encore être mesurées. La production nationale d'abricots reculerait de 13 %, tout comme au niveau européen ce qui est favorable à une possibilité de compensation par les prix. Il n'en est pas de même pour les pêches où le léger recul des rendements français

est simultané à une hausse de la production européenne (*Infos Rapides Abricot, Pêche, Cerise, Fraise, mai 2013*). La production de fraises, malgré un développement des surfaces sous abri haut et en conséquence du potentiel annuel de production, subit d'importants retards. Malgré cette offre réduite, les prix souffrent d'une demande peu encouragée par le climat et sont inférieurs à ceux de 2012 et d'une année moyenne. L'indice des prix de l'ensemble des fruits en subit les effets : sa progression sur un an passe de 37 % à 9 % entre mars avril, mars étant marqué par une forte avance liée à l'épuisement précoce des stocks pommes et poires à la suite de leurs faibles récoltes 2012 et avril par le recul sur un an du prix de la fraise (*Infos rapides Stocks de pommes et de poires, mai 2013*).

Pour les légumes, la situation de ce printemps est assez contrastée. La fin de la campagne des légumes d'hiver est très favorable aux prix du chou-fleur et du poireau, mais moins à celui

de la carotte et surtout de l'endive et des laitues. Pour la nouvelle campagne qui débute, les cours des tomates, concombres et courgettes sont en avril nettement au-dessus de ceux de l'an dernier en lien avec une offre réduite. Au final, en avril 2013 l'indice des prix à la production global des légumes progresse nettement par rapport au mois d'avril 2012 ou d'une année moyenne (+ 17 % et + 18 %) *Infos Rapides Chou-fleur, Concombre, Courgette, Tomate, mai 2013*).

Pour les grandes cultures, après des craintes sur les perturbations des semis de printemps, les effets des intempéries devraient être en général localisés mais affecter nettement le colza (*Infos Rapides Grandes cultures, juin 2013*). On devrait pour la plupart des productions céréalières approcher un niveau moyen, le niveau de ces productions, bien maîtrisées dans le contexte pédo-climatique français, ne s'écartant d'ailleurs de la tendance qu'essentiellement lors d'épisodes de sécheresse (*Des rendements céréaliers plutôt stables depuis la fin des années 1990, en dehors des années de sécheresse, Céréales et oléagineux n° 2013/210, juin 2013*). Il n'en est pas de même au niveau mondial où se forment les prix de ces produits : les aléas de production sont plus importants, notamment dans les pays bordant la mer Noire, ou aux États-Unis. Malgré des prévisions optimistes de la part de l'USDA et du CIC, les prix des céréales et oléagineux ne subissent qu'une légère érosion en cette fin de campagne, dans l'attente d'une confirmation par les récoltes effectives de ces prévisions, restant ainsi à un très haut niveau.

Dans le secteur des vins, la vendange 2013 n'a pas encore été l'objet de prévisions. Les faibles disponibilités de 2012 se vendent dans un contexte d'exportations vers les pays tiers favorable et les prix se situent en avril nettement au-dessus de ceux de 2012 à la même époque aussi bien pour les vins d'appellation que pour les autres vins.

La pousse d'herbe a été nettement retardée par les faibles températures. La production cumulée au 20 mai est égale à seulement 89 % de celle d'une

année moyenne à la même date. Cette situation est particulièrement accusée dans le Nord-Est et les massifs montagneux où elle ne se situe qu'à 55 % à 80 % du niveau habituel. Ailleurs le niveau de production est normal (Bretagne, Poitou-Charentes), voire excédentaire (PACA, Midi-Pyrénées) (*Infos Rapides Prairies, mai 2013*).

Ce retard de la production herbagère a pénalisé la collecte laitière en mars et avril en retardant les mises à l'herbe dans un contexte économique difficile. Depuis avril 2012 le prix du lait a chuté en dessous de son niveau un an auparavant, à la suite de la forte baisse des cours des produits industriels (beurre et poudres). Parallèlement, à la suite du renchérissement des céréales et oléoprotéagineux, les prix d'achat des aliments concentrés ont fortement augmenté. Les prix des produits industriels se sont redressés au second semestre. Les prix à la production repasseraient au-dessus des cours 2012 et même 2011, en avril (*Reprise attendue du prix du lait de vache, Lait n° 2013/212, juin 2013*).

La production de viande des animaux de boucherie poursuit sa baisse durant le premier trimestre 2013, malgré des prix toujours à un haut niveau. Pour les gros bovins, la production du premier trimestre 2013 est en retrait de 4,5 % sur celle du premier trimestre 2012. Cette baisse porte aussi bien sur les animaux finis (abattages et exportations nettes d'animaux finis) que sur les animaux d'élevage (exportations nettes de broutards). La baisse des abattages touche les femelles, ceux de mâles progressant. Cette tendance se poursuit en avril.

Pour les ovins, les abattages et la production du premier trimestre 2013 sont supérieurs à ceux du premier trimestre 2012, du fait du positionnement de Pâques au 1^{er} avril en 2013. A contrario les abattages d'avril 2013 sont nettement en dessous de ceux d'avril 2012 (*Infos Rapides Ovins et bovins, mai 2013*).

Pour les porcins, les abattages baissent sur un an un peu plus vite au 1^{er} trimestre que la production, le flux des animaux exportés pour être abattus

hors de France augmentant. La baisse des abattages se poursuit en avril (*Infos Rapides Porcins, mai 2013*).

Ces tendances se retrouvent au niveau des effectifs recensés lors des enquêtes cheptel de fin 2012 et laissent prévoir une poursuite de la baisse de production en 2013. Les effectifs bovins baissent aussi bien pour le cheptel allaitant que laitier, à l'exception des mâles et génisses de 1 à 2 ans. La baisse de production devrait toutefois être à peine perceptible pour les gros bovins, la hausse de la production de mâles compensant la réduction de celles de femelles. La baisse de production porcine atteindrait 1,6 % et celle de viande ovine 1 %. À la baisse tendancielle du cheptel viande s'ajoute le recul du laitier.

Les tendances européennes sont globalement les mêmes pour les cheptels et la production de viande. En revanche le cheptel laitier progresse majoritairement et la production de viande ovine est en reprise au Royaume-Uni et en Irlande, principaux fournisseurs européens de la France (*Infos Rapides Animaux de boucherie - Cheptel 2012, mai 2013*).

En 2012, la consommation de viande de volailles, moins onéreuse que la plupart des autres viandes, a continué à être soutenue. Cela a concerné le poulet, mais aussi la dinde dont la production a marqué une reprise (*Infos Rapides Aviculture, juin 2013*). Au premier trimestre 2013 cette hausse de production sur un an cesse pour la dinde et la baisse devrait se poursuivre selon les mises en place observées au 1^{er} trimestre. (*Après l'embellie de 2012, la production de dinde poursuit son repli en 2013, Aviculture n° 2013/211, juin 2013*).

En ce qui concerne l'industrie de transformation, l'activité des IAA poursuit son recul amorcé fin 2012. En mars, les principales branches sont concernées : seuls sont épargnés les préparations à base de fruits et légumes, les produits homogénéisés et certaines boissons. Les viandes pâtissent de l'érosion du cheptel, les produits laitiers de la faiblesse de la collecte (*Tableau de bord des IAA, juin 2013*).

L'excédent commercial des produits transformés diminue sur un an au premier trimestre. Les exportations diminuent vivement, sous l'effet de la baisse des ventes d'huiles, de sucre, de chocolat et de produits laitiers.

Toutefois, l'excédent en produits bruts s'accroît fortement sur la même période sous l'effet des exportations de céréales en hausse par rapport à 2012, grâce à la fois à une demande internationale importante en blé ten-

dre et en orge et à des prix en hausse pour l'ensemble des céréales (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, mai 2013*).

Paul Casagande

Sommaire des synthèses

Synthèses

Des rendements céréaliers plutôt stables depuis la fin des années 1990,
en dehors des années de sécheresse

Céréales et oléagineux

7 A. Renaud

Après l'embellie de 2012, la production de dinde
poursuit son repli en 2013

Aviculture

13 C. Pendaries

Reprise attendue du prix du lait de vache

Lait

19 G. Martin-Houssart

Organismes et abréviations

23

Pour en savoir plus

25

Liste des Infos rapides parues

Abricot, n° 1/4, mai 2013

L. Bernadette

Animaux de boucherie - Bovins et Ovins, n° 05/11, mai 2013

M.A. Lapuyade

Animaux de boucherie - Porcins, n° 05/11, mai 2013

C. Pendariès

Animaux de boucherie - Bovins - Cheptel 2012, mai 2013

M.A. Lapuyade

Animaux de boucherie - Caprins - Cheptel 2012, mai 2013

M.A. Lapuyade

Animaux de boucherie - Ovins - Cheptel 2012, mai 2013

M.A. Lapuyade

Animaux de boucherie - Porcins - Cheptel 2012, mai 2013

C. Pendariès

Aviculture, n° 06/11, juin 2013

C. Pendariès

Cerise, n° 1/3, mai 2013

L. Bernadette

Chou-fleur, n° 6/6, mai 2013

P. Arnoux

Climatologie, n° 06/12, juin 2013

J. Gabrysiak

Commerce extérieur agroalimentaire, n° 5/12, mai 2013

G. Wemelbeke

Concombre, n° 2/5, mai 2013

P. Arnoux

Courgette, 1/4, mai 2013

P. Arnoux

Fraise, n° 2/4, mai 2013

P. Arnoux

Grandes cultures et fourrages, n° 4 /10, juin 2013

A. Renaud

Lait, n° 05/12, mai 2013

S. Cazeneuve

Moyens de production, n° 4/10, avril 2013

H. Bouhalli, A. Viguier

Pêche, n° 1/5, mai 2013

L. Bernadette

Prairies, n° 2/7, mai 2013

L. Grassart

Prix agricoles et alimentaires, n° 4/10, avril 2013

C. Deroin

Stocks Pomme-Poire, n° 8/10, mai 2013

L. Bernadette

Tableau de bord mensuel des IAA, n° 6/10, juin 2013

C. Barry

Tomate, n° 2/6, mai 2013

P. Arnoux

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèses Céréales et oléagineux juin n° 2013/210

[Retour éditorial](#)

Des rendements céréaliers plutôt stables depuis la fin des années 1990, en dehors des années de sécheresse

Jusqu'à la fin des années 1990, les rendements des principales céréales en France se sont nettement accrus. Depuis, le rythme de hausse ralentit, surtout pour les céréales d'hiver. Leurs rendements, particulièrement pénalisés lors des années de sécheresse printanière, continuent toutefois à progresser dans les régions du Nord-Ouest, moins touchées. Les rendements de l'orge de printemps progressent encore sur la période récente, bien que fortement sensibles aux variations climatiques. Ils se rapprochent peu à peu des rendements de l'orge d'hiver. Le rendement du maïs continue à s'accroître régulièrement même si son rythme de progression se tasse. Les années 2007 et 2011, bien que peu favorables aux céréales d'hiver, lui ont permis d'atteindre des records.

L'hiver 2012 et le printemps 2013 pluvieux ont pénalisé les cultures d'hiver dans la moitié Nord de la France, jusqu'à parfois entraîner des retournements de parcelles. Au mois de mai, le retour d'épisodes de froid, de pluies incessantes et le manque de luminosité freinent dans plusieurs régions la croissance des plantes et pourraient être localement dommageables aux rendements. Toutefois, depuis la fin des années 1990, les rendements des céréales d'hiver paraissent se stabiliser en tendance et ne s'en écartent que dans des conditions climatiques difficiles, principalement liées à des épisodes de sécheresse.

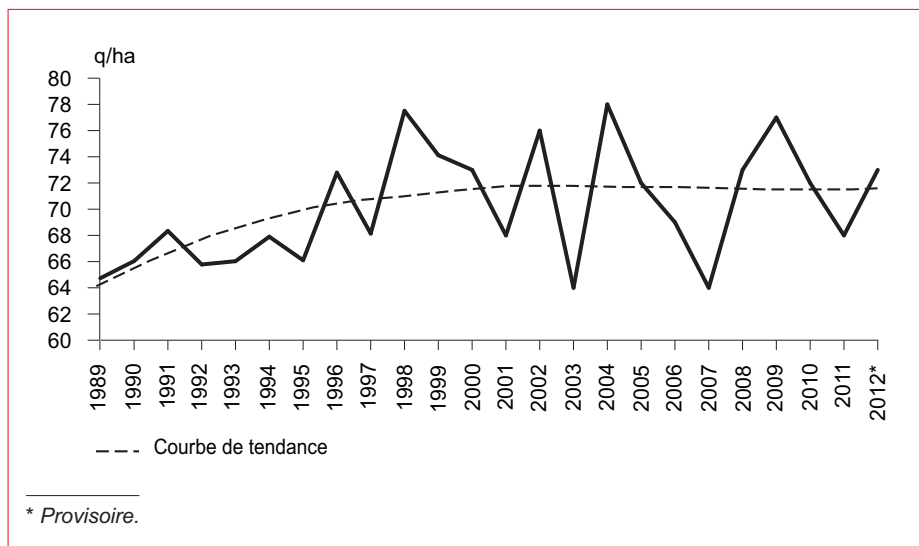
Céréales d'hiver : des rendements qui n'augmentent plus depuis la fin des années 1990 au niveau national...

Depuis 1980, la production française de blé tendre a progressé de plus de

la moitié, grâce surtout à la hausse des rendements constatée jusqu'à la fin des années 1990, en lien notamment

avec le progrès génétique. Au début des années 1980, le rendement du blé tendre atteignait seulement 51 q/ha

Stagnation des rendements du blé tendre depuis une dizaine d'années



Source : Statistique Agricole Annuelle - Agreste

(moyenne 1980 à 1982). Au cours des années 1990, il s'est amélioré en tendance de 0,9 q/ha par an. De 65 q/ha en 1989 il passe à 73 q/ha en l'an 2000. Entre 1989 et la fin des années 1990, le rendement de l'orge d'hiver a lui aussi beaucoup augmenté : il a gagné 0,6 q/ha par an : il est passé de 59 q/ha en 1989 à 66 q/ha en 2000. Sur la période récente, les rendements se stabilisent.

... mais qui continuent à progresser dans les régions du Nord-Ouest

Malgré sa stagnation au niveau national, le rendement du blé tendre continue de progresser dans plusieurs régions, en particulier dans le Nord et l'Ouest. Entre 2000 et 2012, il gagne 0,8 q/ha par an en Haute-Normandie, 0,4 q/ha dans les Pays de la Loire, et 0,3 q/ha dans le Nord-Pas-de-Calais. Sur une diagonale de Poitou-Charentes à la Lorraine en revanche, il diminue sur cette période.

Le même constat peut être fait pour l'orge d'hiver : dans toutes les régions du quart Nord-Ouest de la France, le rendement progresse au moins annuellement de 0,2 q/ha par an entre 2000 et 2012.

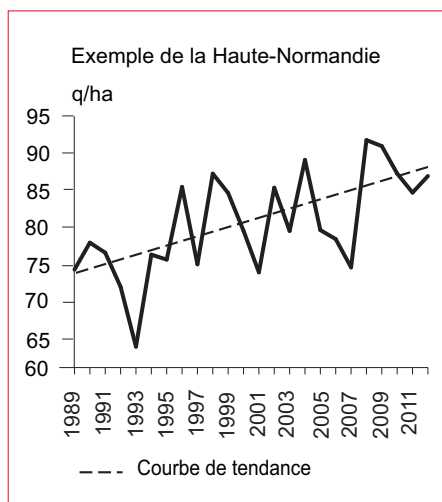
Ces régions au climat océanique prononcé, principalement situées en bordure de la Manche, sont caractérisées par un climat plus tempéré avec moins de températures chaudes au début de l'été, néfastes aux céréales d'hiver. Elles seraient relativement épargnées par l'augmentation de la fréquence de ces épisodes climatiques chauds et secs qui caractérisent l'évolution cli-

matique récente (*Les causes du plafonnement du rendement du blé en France : d'abord une origine climatique, Inra - Arvalis - P. Gate et al et Évolution des rendements de plusieurs plantes de grande culture : une réaction différente au réchauffement climatique selon les espèces, Académie d'agriculture, Inra, Arvalis - A. Gallais et al*).

Trois accidents climatiques ont frappé les cultures d'hiver entre 2000 et 2012

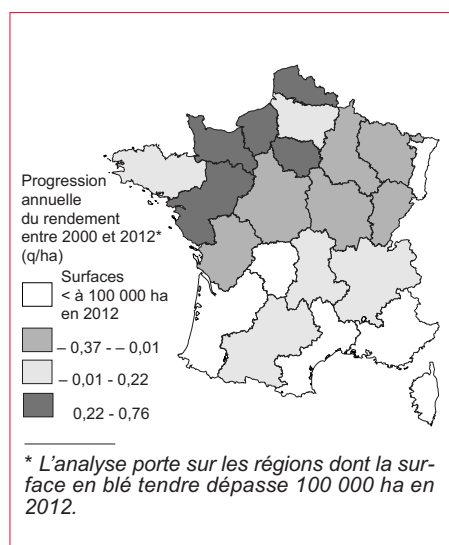
Depuis 2000, les rendements des céréales d'hiver fluctuent de manière importante avec les variations climatiques. Ces cultures ont été fortement pénalisées en 2003, 2007 et 2011, avec des baisses drastiques de rendements. L'année 2003 a été marquée par des températures presque toujours supérieures à la normale, particulièrement durant l'été caractérisé par des températures exceptionnellement hautes durant de longues périodes. Les précipitations quant à elles ont été déficitaires à partir du mois de février. En conséquence, les rendements ont été nettement amputés : - 16 % sur un an en blé tendre, et - 20 % en orge

Nord-Ouest : le rendement du blé tendre progresse encore sur la période récente



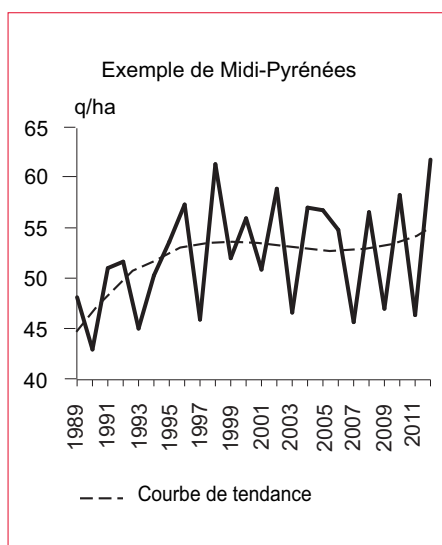
Source : Statistique Agricole Annuelle - Agreste

Le rendement du blé tendre continue à progresser essentiellement dans le Nord-Ouest



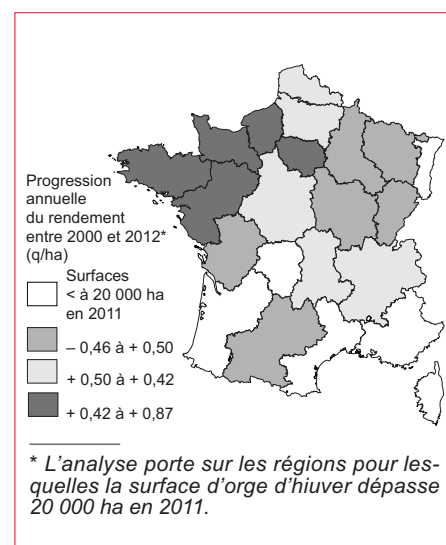
Source : Statistique Agricole Annuelle - Agreste

Au Sud de la Loire, le rendement du blé tendre semble avoir atteint un palier



Source : Statistique Agricole Annuelle - Agreste

Le rendement de l'orge d'hiver continue à progresser essentiellement dans le Nord-Ouest



Source : Statistique Agricole Annuelle - Agreste

d'hiver. La plupart des régions ont été touchées, particulièrement le Centre-Est. En Bourgogne, Centre, et Rhône-Alpes, les rendements s'écroulent de 30 %. Les régions du Nord-Ouest ont été les moins affectées, avec des diminutions de 5 à 10 % sur un an.

En 2007, l'été frais et pluvieux provoque l'effondrement des rendements dans les régions de la moitié Ouest de la France (- 22 % pour le blé tendre en Bretagne). En 2011 enfin, le printemps particulièrement sec a été fortement préjudiciable aux cultures d'hiver dans le Sud-Ouest, les rendements du blé tendre perdant 20 % en Aquitaine et Midi-Pyrénées, 17 % en Poitou-Charentes.

Si l'on exclut ces trois années, la progression annuelle du rendement de l'orge d'hiver est rehaussée à + 0,1 q/ha au niveau national, celle du blé tendre à + 0,1 q/ha. En Poitou-Charentes, Aquitaine, Pays de la Loire et Midi-Pyrénées, sans ces trois années, le rendement moyen aurait gagné plus de 0,2 q/ha supplémentaires sur la période. Les rythmes de hausse demeurent toutefois moindres que ceux observés entre 1989 et 2000.

Dans le Nord-Pas de Calais et dans le Centre, le rythme annuel de progression des rendements est identique, que l'on tienne ou non compte de ces années atypiques.

Orge de printemps : le rendement continue d'augmenter...

Entre 1989 et 2000, la progression du rendement de l'orge de printemps est particulièrement soutenue (+ 1,5 q/ha par an). Elle se tasse ensuite entre 2000 à 2012, avec + 0,5 q/ha par an.

Au début des années 1990, les rendements de l'orge de printemps étaient beaucoup plus faibles que ceux de l'orge d'hiver : 48 q/ha pour la période 1989-1993 contre 60 q/ha pour l'orge d'hiver. L'écart entre les deux céréales s'amenuise peu à peu : 62 q/ha de 2008 à 2012 contre 66 q/ha pour l'orge d'hiver. En 2012, année particulièrement favorable à l'orge de printemps, l'écart n'est que de 2 q/ha au niveau national.

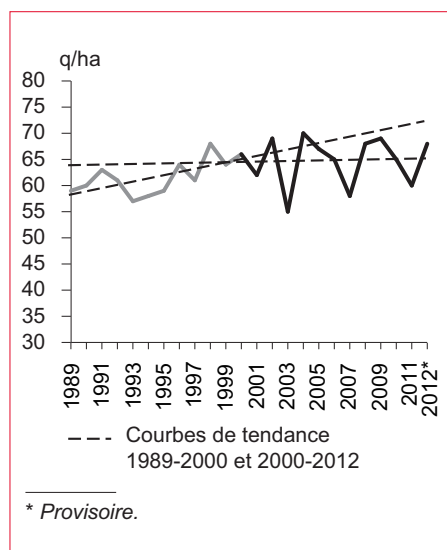
De la même manière, le rendement du blé tendre de printemps – dont les surfaces sont toutefois très minoritaires par rapport au blé tendre d'hiver –

continue de progresser entre 2000 et 2012 avec + 0,3 q/ha par an.

... malgré une forte sensibilité aux accidents climatiques

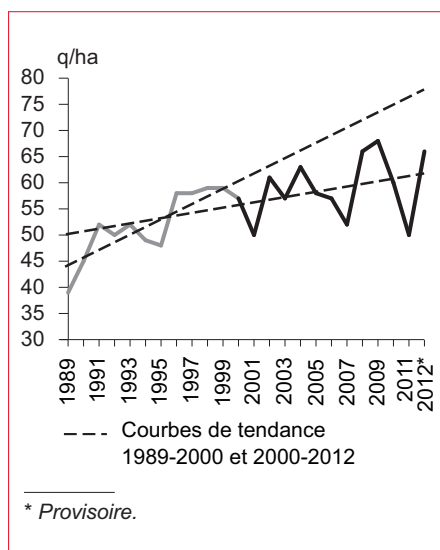
Les rendements de l'orge de printemps ont été particulièrement pénalisés en 2001, 2007 et 2011. En 2001, le rendement a chuté de 12 % sur un an, l'orge de printemps ayant subi des difficultés de semis à cause d'un printemps pluvieux, suivi d'un épisode sec aux mois de mai et juin. En 2007, le rendement s'est replié sur un an de 9 %. L'année 2011, avec une sécheresse printanière exceptionnelle, a vu le rendement perdre 17 %. Au niveau régional, l'orge de printemps est surtout présente dans les régions Champagne-Ardenne, Centre, Bourgogne, Lorraine et Picardie. Lors de ces trois années atypiques, la Lorraine est la plus touchée avec des pertes de 20 à 30 %. En Champagne-Ardenne, première région pour les emblavements d'orge de printemps (avec 28 % du total de 2000 à 2012), l'année la plus décevante a été 2011, où la céréale a beaucoup souffert de la sécheresse des cinq premiers mois de l'année.

Orge d'hiver : une moindre progression des rendements



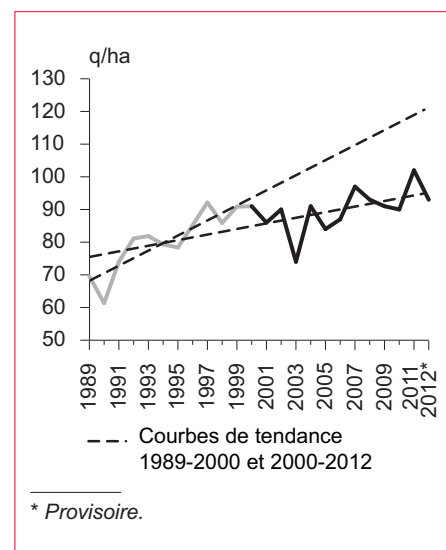
Source : Statistique Agricole Annuelle - Agreste

Orge de printemps : des rendements nettement plus hauts qu'au début des années 1990



Source : Statistique Agricole Annuelle - Agreste

Le rendement du maïs grain progresse encore



Source : Statistique Agricole Annuelle - Agreste

Maïs : malgré un tassement, le rendement progresse encore au niveau national...

Le rendement moyen du maïs grain au niveau national continue de s'améliorer annuellement de 0,9 q/ha entre 2000 et 2012, même si le rythme de hausse a ralenti par rapport à la période 1989-2000 (+ 2,3 q/ha par an).

Sur la période récente, contrairement aux céréales d'hiver impactées à plusieurs reprises par des conditions climatiques difficiles, c'est essentiellement lors de la sécheresse de 2003 que les rendements du maïs ont plongé. Les rendements des surfaces non irriguées ont évidemment davantage souffert : ils ont chuté de 25 % sur un an, contre une baisse de 12 % en irrigué. Par la suite, le rendement du maïs grain irrigué a gagné 1 q/ha par an de 2004 à 2012, et celui du maïs grain non irrigué progressait de 1,2 q/ha. Ce dernier a bénéficié en particulier de deux très bonnes années : 2007 et 2011.

... et dans la plupart des régions

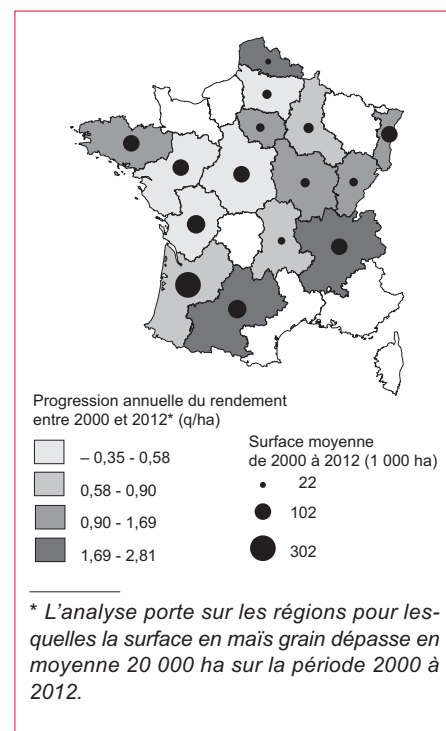
De 2000 à 2012, le rendement du maïs grain continue d'augmenter annuellement dans la quasi-majorité des régions, avec notamment + 0,7 q/ha en Aquitaine, première productrice.

Cette moyenne est dopée par deux années exceptionnelles : 2007 tout d'abord, puis 2011 qui a battu de nouveaux records. Les rendements ont dépassé cette année-là 100 q/ha en Aquitaine, Midi-Pyrénées, dans le Centre et en Rhône-Alpes. Tant en 2007 qu'en 2011, c'est le maïs grain non irrigué qui a le plus tiré parti des conditions climatiques très favorables de ces deux années caractérisées par des étés humides. Les besoins en eau du maïs sont en effet particulièrement importants en juillet-août. Le rendement du maïs grain non irrigué a progressé de 16 q/ha entre 2006 (année toutefois peu favorable, avec un rendement inférieur de 2 % à la moyenne quinquennale) et 2007, et de 15 q/ha entre 2010 et 2011, l'année 2010 étant une année plutôt moyenne (rendement inférieur de 1 % à la moyenne quinquennale).

Le rendement du maïs grain irrigué se situe en moyenne 21 q/ha au-dessus du rendement moyen du maïs non-irrigué. Entre 2000 et 2012, il progresse annuellement de 1 q/ha. Le rendement du maïs grain non irrigué gagne 0,9 q/ha. Sur la période récente, la sole de maïs grain a reculé en moyenne de 17 milliers d'hectares par an, la sole irriguée diminuant plus rapidement (- 12 milliers d'hectares) que la sole non irriguée. Par rapport au début des

années 2000, la proportion de surfaces irriguées a augmenté en Midi-Pyrénées, en Aquitaine, et en Rhône-Alpes, favorisant la hausse des rendements. L'irrigation a au contraire très fortement chuté (- 4 300 ha/an de 2000 à 2012) en Poitou-Charentes en partie au profit du non irrigué (+ 900).

Amélioration des rendements du maïs dans la plupart des régions productrices



Source : Statistique Agricole Annuelle - Agreste

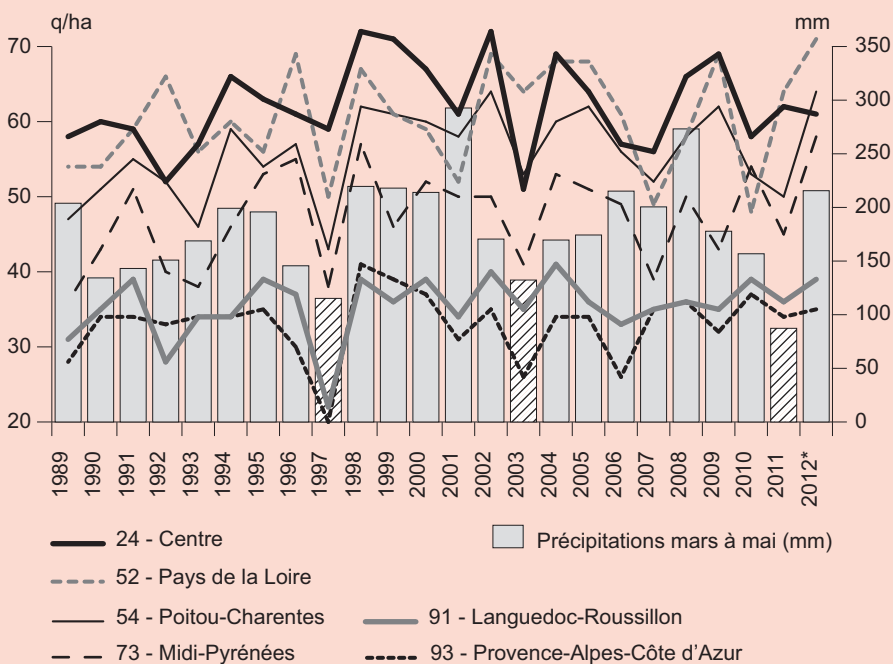
Blé dur : une localisation méridionale avec de forts impacts des sécheresses

Entre 1989 et 2012, le rendement du blé dur a suivi une légère tendance à l'amélioration (+ 0,2 q/ha par an). Il a été impacté à plusieurs reprises par des sécheresses sévères en 1997, 2003 et 2011, avec des pertes allant jusqu'à - 20 q/ha sur un an au niveau régional. Outre les sécheresses, les politiques agricoles ont joué sur le rendement national moyen de blé dur à travers sa localisation. En 2012, la sole de blé dur se concentre dans six principales régions : Midi-Pyrénées (25 % en 2012), Centre (24 %), Languedoc-Roussillon (16 %), Poitou-Charentes (12 %), PACA (11 %), et Pays de la Loire (7 %). Cette répartition de la sole a beaucoup évolué depuis la fin des années 1980 : en 1991, le Centre totalisait 44 % de la sole. Les surfaces de cette région se sont effondrées en 1993, année d'entrée en vigueur de la nouvelle Politique Agricole Commune. La région n'ayant pas été retenue comme zone traditionnelle de production de blé dur, occasionnant des aides moins élevées, les producteurs se seraient tournés vers des cultures plus rémunératrices. Or le Centre est l'une des deux régions, avec les Pays de la Loire, où le potentiel de rendement est le plus haut (resp. 62 et 60 q/ha de 1989 à 2012). Les rendements

sont beaucoup plus faibles dans les zones traditionnelles d'implantation du blé dur au Sud de la France : PACA et Languedoc-Roussillon (resp. 33 et 35 q/ha).

La sole française a retrouvé ensuite un rythme à la hausse, se développant particulièrement en Midi-Pyrénées et Poitou-Charentes. Elle a progressé dans le Centre, sans retrouver les niveaux antérieurs à l'effondrement de 1993.

Blé dur : des rendements sensibles à la sécheresse



* Provisoire.

Les données locales de précipitations sont pondérées par les surfaces agricoles (SAU).

Sources : Statistique Agricole Annuelle (Agreste), Joint Research Centre

Sources et définitions

- Les données de la Statistique Agricole Annuelle sont établies chaque année par les Services régionaux d'information statistique et économique. Il s'agit d'un état statistique se rapportant à la campagne agricole écoulée, et donnant notamment les superficies, rendements, productions récoltées pour la partie végétale. La version provisoire de la Statistique agricole annuelle est confectionnée à la fin de la campagne et bouclée en janvier. La version « semi-définitive » est achevée en juin. La version « définitive » est préparée au mois de décembre. La SAA est une opération de synthèse utilisant l'ensemble des informations disponibles sur un sujet donné. Les services régionaux disposent de diverses enquêtes statistiques, parfois exhaustives, en général par sondage aléatoire fondées sur des échantillons représentatifs, utilisant des réseaux d'enquêteurs spécialisés. Outre ces sources de renseignement utilisées de façon traditionnelle, ils disposent également d'évaluations de correspondants et d'experts ainsi que de données chiffrées fournies par les organismes techniques professionnels. Les résultats de la SAA sont le fruit d'arbitrages conduisant à des données cohérentes dans le temps et homogènes dans l'espace.
- Les données météorologiques sont issues du Joint Research Centre (Centre Commun de Recherche) européen d'Ispra et téléchargeables à l'adresse : <http://www.marsop.info>

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Statistique Agricole Annuelle » pour les séries chiffrées de surfaces, rendements, productions
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture et les données régionales de la situation mensuelle grandes cultures

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Semis 2013 : davantage de blé tendre, moins d'orge et de colza », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 3/10, mai 2013
- « Cultures d'hiver : recul des soles de blé dur et de colza, aux prix moins attractifs que le blé tendre », Synthèses céréales et oléagineux n° 2013/201, mars 2013

PRODUCTIONS ANIMALES - Aviculture

Synthèses juin n° 2013/211

[Retour éditorial](#)

Après l'embellie de 2012, la production de dinde poursuit son repli en 2013

Au premier semestre 2013, la production française de dinde devrait continuer à baisser. Elle est en déclin depuis plus de dix ans, malgré un rebond en tonnage en 2012, suite à la forte augmentation des poids moyens. Cette baisse de la production s'est accompagnée d'un repli très marqué des exportations entre 2000 et 2012 (- 70 % en volume). Dans le même temps, les importations se sont accrues, notamment depuis l'Union européenne. En conséquence, l'excédent commercial s'est réduit fortement même s'il reste positif.

Au premier semestre 2013, la production de dinde devrait diminuer

Pendant les deux premiers mois de 2013, les mises en place de dindonneaux sont en repli de 12 % par rapport à la même période en 2012, ce qui augure d'une baisse de la production au moins pour le 1^{er} semestre.

De janvier à mars 2013, les abattages de dinde se replient de 13 % en têtes et de 5 % en tonnage.

En termes d'échanges de viandes et préparations, les exportations et les importations sont en progression au cours du premier trimestre (respectivement + 8 % et + 1,5 %). Les ventes françaises ont augmenté aussi bien vers l'Union européenne que vers les pays tiers.

Au cours de la même période, les ventes aux ménages se sont réduites de 2 % en volume et 1 % en valeur, selon Kantar Worldpanel.

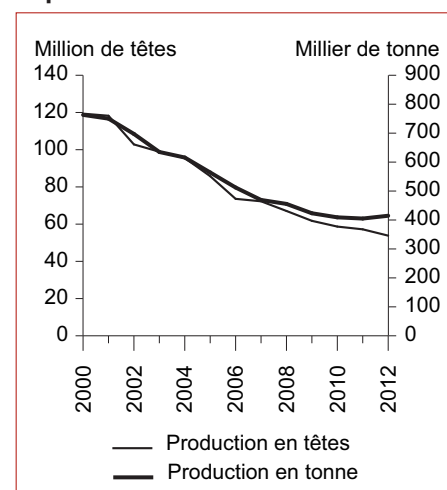
Depuis 2000, la production française de dinde s'est fortement repliée

De 2000 à 2012, la production française de dinde, calculée par bilan, s'est réduite de 55 % en têtes et de 46 % en poids. Les abattages ont reculé dans les mêmes proportions.

En 2012, la production se redresse légèrement en tonnage, suite à une forte augmentation des poids moyens (9 % de plus qu'en 2011). Néanmoins, elle continue à fléchir en nombre de têtes. De 2000 à 2012, le poids moyen des dindes a augmenté d'un cinquième, passant de 6,5 kg entre 2000

et 2005 à 7,7 kg en 2012. Cette augmentation résulte d'un choix des éleveurs pour des souches particulières.

En 2012, légère remontée de la production de dinde en tonne



Source : Agreste

L'objectif est un rendement plus important, notamment au niveau des filets.

La part de la production française de dinde en volume par rapport à l'ensemble des volailles n'a cessé de se réduire depuis 2000, passant de plus d'un tiers de l'ensemble à moins du quart en 2012.

Parmi les principaux producteurs européens de dinde, la tendance est plutôt inverse, selon les données d'Eurostat. En Allemagne, les tonnages de dindes abattues augmentent de plus de 60 % de 2000 à 2011, atteignant 468 000 tonnes. En Espagne, la progression est de 50 % de 2009 à 2012 (atteignant 200 000 tonnes). Les abattages de dindes augmentent respectivement de 21 % et 32 % de 2003 à 2012, en Italie (pour atteindre 320 000 tonnes) et en Pologne (atteignant 230 000 tonnes), alors que les volumes se réduisent de 14 % en Angleterre dans le même temps pour atteindre 196 000 tonnes.

Selon le Comité interprofessionnel de la dinde française (Cidef), l'accroissement de la concurrence et le manque de disponibilité des bâtiments pénalisent la production française.

Entre 2000 et 2010, près de trois quarts des exploitations agricoles ayant des dindes ont disparu pour une baisse de 39 % du cheptel, selon les recen-

sements de l'agriculture 2000 et 2010.

La consommation est également en repli, bien que dans une moindre proportion

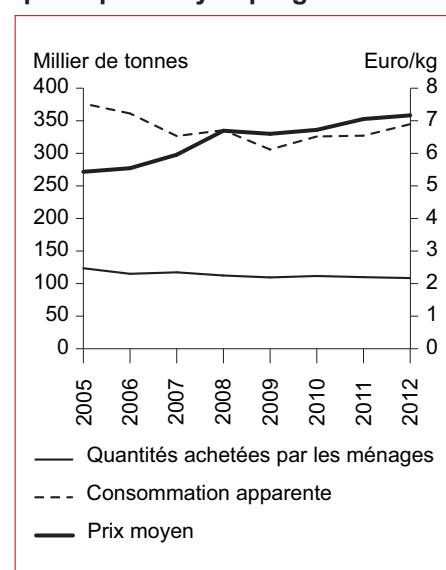
Entre 2000 et 2012, la consommation apparente de dindes a diminué de 17 % en tonne-équivalent-carcasse. En baisse jusqu'en 2009, elle se redresse depuis. Cet indicateur prend en compte la consommation des ménages et la restauration hors foyer sous forme de viande de dindes, y compris des « élaborés » tels que panés ou découpes aromatisées, et les achats des entreprises de la transformation qui donneront lieu à consommation sous forme d'autres produits tels que des plats cuisinés ou de la charcuterie. La baisse de la consommation est moindre que celle de la production car celle-ci s'est surtout traduite par une baisse des exportations de viande de dinde. De plus les importations ont augmenté, passant de 2 % de la consommation à 13 %.

De 2005 à 2012, la consommation de viande de dinde par les ménages, qui ne représente qu'une partie de la consommation apparente de dindes, s'est réduite de 12 % en volume, mais augmente en valeur (+ 11 %), selon les données recueillies auprès du panel de consommateurs Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer. Le prix moyen de la viande de dinde issu de l'enquête

Worldpanel (sommes dépensées/quantités achetées) est, en effet, passé de 5,40 euros/kg à 7,20 euros/kg.

Ces mêmes données Kantar soulignent la progression des élaborés dans les ventes faites aux ménages (rôtis cuits, panés et découpes aromatisées) : 26 % de parts de marché en 2012 contre 24 % en 2008.

Depuis 2005, les quantités de viande de dinde achetées par les ménages se réduisent tandis que le prix moyen progresse



Sources : Agreste, Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

La baisse de la production française de dinde se traduit par une baisse des exportations

Unité : millier de tonnes-équivalent-carcasse (tec)

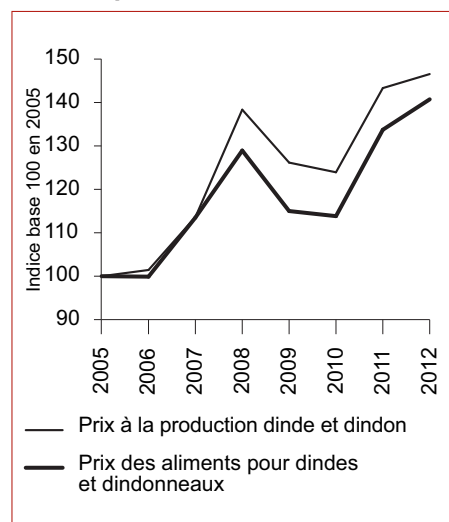
	Production	Exportations d'animaux vivants	Importations d'animaux vivants	Exportations de viandes et préparations	Importations de viandes et préparations	Stocks	Consommation apparente
2000	763	16	1	346	9	7	414
2001	750	4	0	320	16	16	434
2002	697	4	1	311	21	11	409
2003	635	5	2	276	21	6	382
2004	616	2	2	265	28	10	374
2005	564	1	2	221	32	9	376
2006	512	2	3	185	33	9	361
2007	469	33	0	150	37	6	327
2008	456	22	0	138	43	10	336
2009	423	26	0	140	49	11	306
2010	409	10	0	122	46	8	326
2011	405	8	0	113	44	9	327
2012	415	8	0	103	44	12	345

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Le prix à la production de la dinde s'est redressé à compter de 2011

L'augmentation du prix à la production de la dinde compense en partie la hausse du coût de l'alimentation animale. À l'instar de la filière poulet, celle

En 2012, le prix à la production de la dinde et le coût de l'aliment sont au plus haut



Sources : Ippap, Ipampa - Agreste, Insee

de la dinde est également très intégrée, la contractualisation équivalant à la rémunération d'une prestation de service aux éleveurs. De ce fait, le prix à la production est plus en cohérence avec le prix de l'aliment que dans d'autres secteurs. Mais le ciseau de prix aliment/dinde, dans le contexte de forte concurrence européenne, a pu jouer sur la baisse des mises en place de dindonneaux.

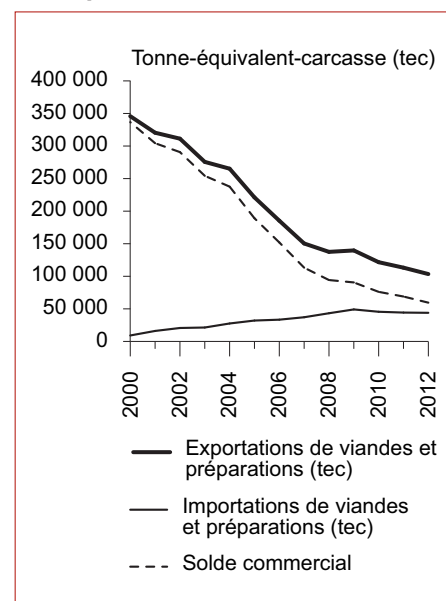
Le solde commercial en tec des viandes de dinde se fragilise, mais est toujours positif

Le solde commercial des viandes et préparations de dinde se dégrade en continu depuis 12 ans. En 2012, il reste toutefois positif, bien que quasiment réduit au sixième de son volume de l'année 2000.

Au cours de la période 2000 à 2012, le solde commercial en volume et en valeur se replie fortement avec l'Union européenne et les pays tiers. Au sein de l'Union, la réduction concerne tous les principaux partenaires, notamment l'Italie, les Pays-Bas et l'Allemagne.

Les exportations de viande et préparations de dinde se sont effondrées, passant de près de 350 000 tec en 2000 à 103 000 tec en 2012. La situation est similaire quelles que soient les

Le solde commercial en tec des viandes et préparations de dinde se dégrade, mais reste positif



Source : DGDDI (Douanes)

Les soldes commerciaux de viandes et préparations de dinde se dégradent avec l'ensemble des principaux partenaires

Unité : tonne-équivalent-carcasse

	Monde	UE	Pays tiers	Allemagne	Ensemble Belgique-Luxembourg	Pologne	Royaume-Uni	Pays-bas	Italie	Espagne
Exportations françaises de viandes et préparations de dinde										
2000	345 863	238 868	106 995	61 640	39 952	749,2	19 098	15 272	29 132	34 451
2006	185 374	128 085	57 289	27 991	34 072	1 673	7 553	5 239	1 392	28 039
2012	103 455	74 812	28 644	12 823	22 808	538	2 946	2 637	1 517	11 785
Évol. 2012/2000	- 70 %	- 69 %	- 73 %	- 79 %	- 43 %	- 28 %	- 85 %	- 83 %	- 95 %	- 66 %
Importations françaises de viandes et préparations de dinde										
2000	9 143	7 708	1 435	1 600	1 188	0	675	847	1 290	1 453
2006	33 401	25 517	7 884	6 871	2 305	593	1 399	3 553	5 236	1 423
2012	43 930	39 839	4 091	15 414	2 386	4 543	1 518	3 736	5 642	4 090
Évol. 2012/2000	380 %	417 %	185 %	863 %	101 %	-	125 %	341 %	337 %	182 %
Solde des échanges de viandes et préparations de dinde										
2000	336 719	231 159	105 560	60 040	38 765	749	18 423	14 425	27 842	32 999
2006	151 973	102 568	49 405	21 120	31 767	1 081	6 154	1 686	- 3 844	26 616
2012	59 525	34 972	24 553	- 2 591	20 421	- 4 006	1 428	- 1 099	- 4 126	7 696
Évol. 2012/2000	- 82 %	- 85 %	- 77 %	-	- 47 %	-	- 92 %	-	-	- 77 %

Source : DGDDI (Douanes)

destinations : deux tiers en moins au cours de la période, aussi bien vers l'Union européenne que vers les pays tiers. Les flux vers l'Union européenne étaient et restent prépondérants. Dans le même temps, les importations ont beaucoup augmenté. Parties de très bas, leur progression est spectaculaire même si celle-ci pèse beaucoup moins que la chute des exportations dans la dégradation du solde commercial de la France.

Au sein de l'Union, le principal partenaire de la France pour le commerce de dindes est l'Allemagne, qui a fortement augmenté les volumes de dindes abattues lors des dernières années (cf. ci-dessus). C'est le pays

qui développe le plus ses envois de viande de dinde vers la France. De 2000 à 2012, les exportations françaises vers ce pays se sont réduites de 80 %.

La situation est comparable en ce qui concerne l'Italie dont les abattages de dindes ont fortement progressé tandis que les volumes achetés à la France se réduisaient de 95 % de 2000 à 2012. Dans le même temps, les exportations italiennes de viande de dinde vers la France ont plus que quadruplé. De la même manière, l'Espagne a augmenté les abattages de dindes ces dernières années et réduit ses achats de viande de dinde française (- 66 % de 2000 à 2012), tandis

qu'elle amplifiait les envois vers l'Hexagone (+ 180 % dans le même temps). Depuis 2000, la Pologne a quant à elle développé sa production et ses expéditions vers la France, sans qu'elle ait pour autant constitué un débouché important des produits français compte tenu de son adhésion récente à l'UE en 2004.

Les importations françaises de viande et préparations de dinde en provenance de l'Union européenne se répartissent de la manière suivante : 46 % de produits frais, 44 % de produits congelés et 10 % de préparations et conserves à base de dinde. Les importations de produits préparés sont plus fréquentes en provenance de l'Allemagne : 26 % de produits frais, 41 % de produits congelés et 33 % de préparations.

Entre 2000 et 2012, les pays tiers ont également augmenté leurs envois de viande de dinde vers la France, même si ceux-ci restent très modérés, passant de moins de 1 500 tec en 2000 à près de 4 000 en 2012. Parmi les pays tiers, le Brésil est de loin le principal fournisseur de la France avec 80 % des parts de marché de ces pays en 2009 et plus de 40 % en 2012.

De 2000 à 2012, l'ensemble des soldes commerciaux de viande et préparations en volume se réduisent, que ce soit en produits congelés, frais ou en préparations. La plus forte réduction concerne les préparations, dont le solde commercial est le seul à devenir négatif au cours de la période.

La baisse de la production française de dinde se traduit par une baisse des exportations

	2000 (tec)	2012 (tec)	Évolution 2012/2000 (%)
Total Importations	9 143	43 930	+ 380
Congelé	4 342	17 691	+ 307
Frais	1 311	14 258	+ 987
Préparations	3 490	11 981	+ 243
Total Exportations	345 863	103 455	- 70
Congelé	181 169	58 652	- 68
Frais	146 458	36 679	- 75
Préparations	18 235	8 125	- 55
Solde commercial	336 719	59 525	- 82
Congelé	176 827	40 961	- 77
Frais	145 147	22 421	- 85
Préparations	14 745	- 3 856	- 126

Source : DGDDI (Douanes)

Sources et définitions

Sources

- L'enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins pour les abattages de volailles en tête et en tonne-équivalent-carcasse (gallus, dindes, canards, pintades, etc.)
- L'enquête auprès des sélectionneurs et accoueurs pour les éclosions de poussins
- FranceAgriMer - RNM pour les cotations et les données du panel Kantar
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- Eurostat pour les données relatives à l'Union européenne

Définitions

- La consommation apparente est calculée par bilan, à partir des abattages, augmentés des importations et diminués des exportations totales de viande (y c. produits à base de viandes, charcuteries, graisses). Elle est exprimée en tonne-équivalent-carcasse (tec) uniquement.

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture - Le bulletin - Aviculture » pour les principales séries chiffrées
- dans « Données en ligne - DISAR - Élevage - Conjoncture avicole » pour des données complémentaires

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Les abattages de poulets sont en forte hausse en avril », Infos rapides Aviculture n° 6/11, juin 2013
- « Production française d'œufs de consommation en fort repli en 2011 et 2012 », Synthèses Aviculture, n° 2013/204, mars 2013
- « En 2011, le succès du poulet auprès des consommateurs ne se dément pas », Synthèses Aviculture, n° 2012/187, septembre 2012
- « En 2011, la production française de foie gras progresse encore, tandis que la consommation et les exportations marquent le pas », Synthèses Aviculture, n° 2012/184, juillet 2012
- « La reprise de la production se poursuit sauf pour les œufs et la dinde », Synthèses Aviculture, septembre 2007

PRODUCTIONS ANIMALES - Lait

Synthèses juin n° 2013/210

[Retour éditorial](#)

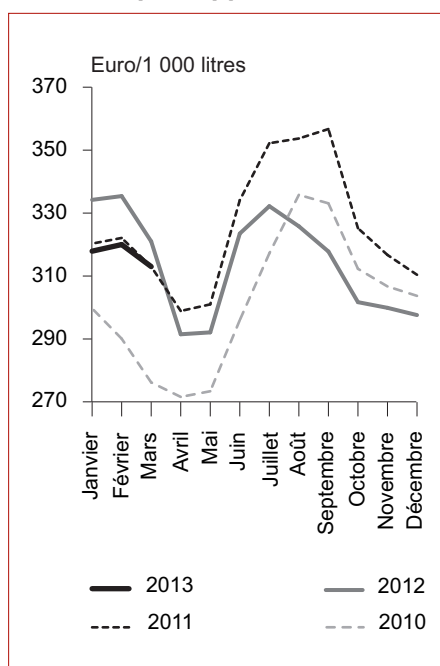
Reprise attendue du prix du lait de vache

Au premier trimestre 2013, le prix du lait de vache standard reste inférieur au niveau de 2012, à 317 euros/1 000 litres. La nette reprise des prix des produits industriels, beurre et poudre de lait, annonce une reprise prochaine du prix du lait de vache, confirmée par les premiers résultats du sondage mensuel de FranceAgriMer pour le mois d'avril. Le coût de l'aliment, pour sa part, ne cesse de progresser depuis le deuxième semestre 2012 et atteint des niveaux jamais observés jusqu'alors.

En France, le prix du lait de vache est en repli depuis avril 2012

Le prix du lait à la production en France a commencé à se replier en avril 2012. À cette date, il est devenu inférieur au prix du même mois de l'année précédente et cette situation s'est prolongée tout au long de l'année 2012. Il atteint ainsi 314 euros/1 000 litres en moyenne sur 2012, soit 10 euros de moins qu'en 2011. Au premier trimestre 2013, la tendance se poursuit, et le prix du lait s'élève à 317 euros/1 000 litres, inférieur de 4 % au même trimestre de 2012 et de 2,6 % à la moyenne quinquennale trimestrielle, selon l'enquête du SSP sur la situation mensuelle laitière. Toutefois, d'après le sondage mensuel de FranceAgriMer, le prix repasserait à partir du mois d'avril au-dessus du niveau de 2012, qui était déjà bas, mais surtout de 2011. Ces prix peuvent

Le prix du lait de vache 2013 en baisse par rapport à 2012



Source : Agreste

cependant intégrer des avances de trésorerie accordées par les entreprises pour anticiper la hausse prévue du prix du lait dans les prochains mois.

Depuis le dernier trimestre 2012, le prix français est inférieur au prix allemand

Le prix à la production du lait standard résulte de la répercussion par les entreprises de leur valorisation des produits industriels et des produits de consommation dans le cadre de contrats qui prévoient la prise en compte d'indicateurs. Les entreprises françaises tiennent en général compte du prix des produits laitiers français, mais aussi de ceux de la concurrence allemande, autre grand producteur européen.

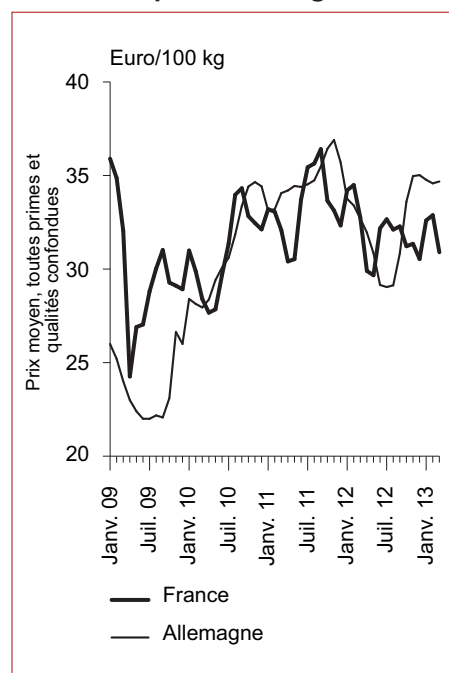
Au cours de l'année 2012, le prix français du lait à la production n'a pas

répercuté aussi vite que le prix allemand l'amélioration des prix de vente en sortie des laiteries. En Allemagne, le prix qui avait fortement baissé par rapport à 2011 jusqu'au mois d'août 2012, s'est fortement redressé depuis et se situe, début 2013, au dessus du niveau atteint début 2012, ce qui n'est pas le cas en France. Le prix a moins baissé en France mais est moins réactif par rapport à la reprise récente des prix industriels et de la situation des marchés en général. L'écart de prix entre les deux pays est ainsi important depuis le mois d'avril 2012.

L'évolution des prix industriels impacte le prix du lait à la production

Les prix européens des produits industriels (beurre et poudres de lait) poursuivent leur hausse au premier trimestre 2013. Après avoir baissé début 2012, ils se sont nettement repris au second semestre 2012 du fait de disponibilités réduites (baisse de la collecte, stocks réduits) et d'une forte demande, provenant notamment des pays émergents. Cette hausse devrait se poursuivre tout au long de l'année

Depuis octobre 2012, le prix moyen du lait de vache est plus faible en France qu'en Allemagne



Source : Commission européenne

2013 en raison d'un déficit d'offre au niveau mondial. Ces mouvements de prix se répercutent sur les prix à la production avec plus ou moins de retard. En mars 2013, le prix à la production du lait est ainsi encore en recul sur celui de mars 2012, même si l'écart est plus faible que les mois précédents.

Début 2013, le marché des ingrédients laitiers reste bien orienté

Descendu au plus bas fin mai 2012, le prix européen du beurre ne cesse de remonter depuis et atteint 3 932 euros la tonne à la mi-mai 2013. Cette bonne tenue s'explique par de faibles disponibilités et une demande toujours élevée. Au premier trimestre 2013, les exportations de beurre de l'Union européenne ont ainsi dépassé de 22 % celles du premier trimestre 2012.

Le prix français du beurre n'a, pour sa part, entamé sa remontée que début 2013, après être resté sous le niveau de 2011 quasiment toute l'année 2012. En avril 2013, le prix français atteint 3 377 euros la tonne, prix supérieur au niveau de 2012 mais inférieur à celui élevé de 2011.

Le retard apparent entre l'évolution du prix français du beurre et l'évolution du prix européen est en partie liée au fait que le prix français du beurre en vrac correspond au prix moyen des facturations par les entreprises, relevé par FranceAgriMer, alors que le prix européen est fondé majoritairement sur les contrats signés et anticipe ainsi de quelques mois l'évolution des prix.

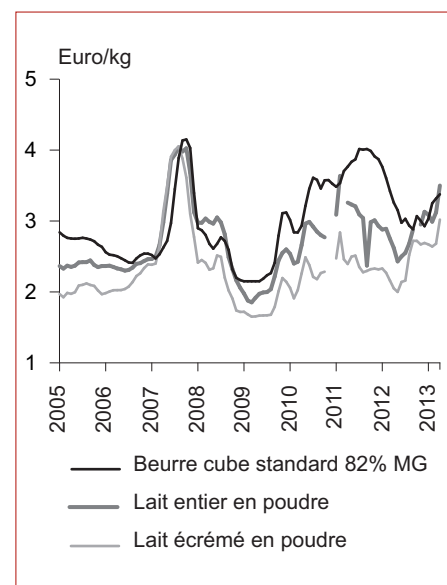
Après un creux au mois de mai 2012, le cours français de la poudre de lait écrémé (destinée à la consommation humaine) ne cesse de remonter. Il atteint 3 023 euros la tonne en avril 2013, en hausse de près de 50 % par rapport au même mois de 2012. Cette remontée des cours est générale dans l'Union européenne grâce à une forte demande étrangère et des disponibilités très réduites. Les fabrications françaises comme européennes ont en effet baissé au deuxième semestre 2012 et continuent à se réduire (- 15 % en France sur le premier trimestre en glissement annuel) en rai-

son de la réduction de la collecte. Les stocks publics européens, qui avaient été constitués lors de la crise de 2009, s'élevaient à 50 000 tonnes fin décembre 2011. Ils ont été remis sur le marché en début d'année 2012 et avant l'été. Ces stocks sont donc nuls depuis le mois d'août dans l'Union européenne. La baisse des fabrications conjuguée à l'absence de stocks entraîne des tensions sur le marché et provoque une hausse des cours, l'offre étant inférieure à la demande.

Tout comme le cours de la poudre de lait 0 %, le cours français de la poudre grasse a atteint son point bas au mois de mai 2012 et se reprend depuis. Il atteint 3 500 euros la tonne en avril 2013, supérieur de 34 % au même mois de 2012. En avril 2013, il dépasse le niveau observé en avril 2011.

D'après l'indice des prix à la production, en 2013, le prix français des fromages sortie usine, est resté supérieur en 2012 à son niveau d'un an auparavant jusqu'au mois de septembre où il est devenu inférieur. Au premier trimestre 2013, il reste très légèrement inférieur au prix de 2012 (- 0,5 % en moyenne) mais retrouve en mars le niveau de mars 2012.

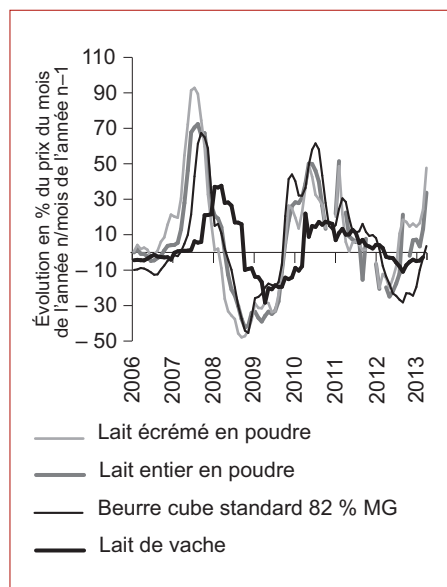
Remontée des prix industriels depuis fin 2012



Sources : Agreste, FranceAgriMer - Facturations

Habituellement les évolutions en glissement annuel de prix industriels sont répercutées avec environ six mois de décalage sur le prix français du lait à la production. Les prix des poudres de lait étant nettement supérieurs début 2013 à leur niveau de 2012 et le prix du beurre se redressant, le prix du lait devrait dépasser en avril 2013 le niveau d'avril 2012, comme le laissent à penser les premiers résultats du sondage de FranceAgriMer. Ces évolu-

Début 2013, la remontée des prix industriels n'est pas encore répercutée sur le prix du lait à la production



Sources : Agreste, FranceAgriMer - Facturations

tions s'inscrivent dans un contexte de renchérissement du coût de l'aliment et de négociations en cours entre les producteurs, les industriels et les distributeurs.

Parallèlement à la baisse du prix du lait, le coût de l'aliment augmente

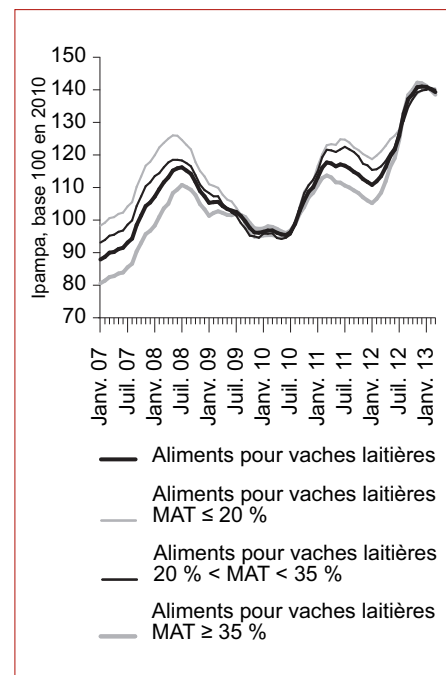
L'indice Ipampa des aliments pour vaches laitières a repris sa progression dès le mois de février 2012 et n'a cessé de grimper à partir de cette date. En mai 2012, il a dépassé le niveau record de mars 2011 et lui était supérieur de 20 % en décembre 2012. Les prix des aliments achetés ont amorcé une légère descente depuis cette date mais restent très élevés. Cette forte progression s'explique notamment par l'envolée en 2012 des prix des tourteaux de soja et de colza, qui représentent un composant essentiel de la ration des vaches laitières. La hausse du premier semestre s'expliquait en partie par la sécheresse qui a pénalisé la production de soja des principaux producteurs mondiaux (Argentine, Brésil, États-Unis).

L'impact de la forte hausse du coût des matières premières sur le prix de l'alimentation animale a pu être en partie atténué par un recours accru des éleveurs aux aliments composés, dont la composition peut être optimisée et les prix lissés. Ainsi, entre janvier et décembre 2012 le prix des tourteaux de soja

et de colza s'est accru de 40 % alors que la hausse n'a été que de 27 % pour les aliments composés destinés aux vaches laitières (+ 35 % pour les aliments les plus riches en matières azotées).

La production d'aliments composés pour vaches laitières a progressé de + 6 % entre les seconds semestres 2011 et 2012, avec un pic de + 20 % au mois d'octobre.

Le prix des aliments pour vaches laitières en forte hausse en 2013



Sources : Ipampa - Agreste, Insee

Sources

- L'enquête mensuelle laitière unifiée réalisée par FranceAgriMer et le Service de la statistique et de la prospective (SSP) du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt pour les données de collecte de lait et de fabrication de produits laitiers
- Les statistiques de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI) pour les données sur le commerce extérieur
- L'enquête Situation mensuelle laitière et l'Insee pour le prix du lait de vache
- La Commission européenne pour les données de prix du lait dans les États-membres
- L'enquête FranceAgriMer/ATLA pour les prix des produits industriels

Pour en savoir plus

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « L'alimentation animale, principale destination des productions végétales », Synthèses Moyens de production n° 2013/208, avril 2013
- « 2012. L'année économique laitière - Perspectives 2013 », Institut de l'élevage, Le dossier Économie de l'élevage, n° 432, février 2013
- « 2011 : une collecte et des fabrications en hausse - Résultats de l'enquête annuelle laitière 2011 », Primeur n° 290, octobre 2012
- « Fortes hausses des prix de l'alimentation animale entre 2010 et 2012 », Synthèses Moyens de production n° 2012/194, octobre 2012
- « La nouvelle campagne laitière 2013/2014 démarre lentement », Infos rapides Lait n° 5/12, mai 2013
- Résultats définitifs 2011 de l'enquête annuelle laitière sur le site Agreste

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidéf : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviciculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics

Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2013

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr